



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **22 DEC. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Terres Bocage Gâtinais ex CAG

10 rue de la Gare
BP 25
77570 Château-Landon

Références : E/25- **2988**
Code AIOT : 0006500381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement Terres Bocage Gâtinais ex CAG implanté 14 rue de la Gare 77570 Château-Landon. L'inspection a été annoncée le 16/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terres Bocage Gâtinais ex CAG
- 14 rue de la Gare 77570 Château-Landon
- Code AIOT : 0006500381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le terrain est limité par:

- à l'est : des habitations, le siège social de la société Terres Bocage Gâtinais,
- au sud : la route de Mondreville,
- au nord : un silo dit silo « Legrand » appartenant à la société Terres Bocage Gâtinais et soumis à autorisation
- à l'ouest : des champs puis la D207a.

On compte 3 habitations dispersées dans un rayon de 100 mètres autour du site, localisées principalement à l'est du site. Les garages municipaux sont situés à 350 mètres environ à l'est, une école élémentaire à 500 mètres à l'est et un collège à une centaine de mètres au sud. Un ensemble de locaux (gendarmerie, poste, école maternelle, gymnase) se situe à environ 200 mètres au sud du site.

Le site dispose de 2 bâtiments B1 et B2 de stockage d'engrais en vrac et d'un stockage couvert pour les engrais en big-bag.

Situation administrative

La société Terres Bocage Gâtinais (TBG) est autorisée à exploiter sur le site de Château-Landon diverses installations classées par arrêté préfectoral n° 88 DAE 2IC 079 du 27 mai 1988. Un arrêté préfectoral complémentaire n° 07DAIDD 1IC 129 du 2 mai 2007 impose des prescriptions pour l'exploitation du dépôt d'engrais (sis 14 rue de la gare) soumis à autorisation pour la rubrique 4702-III-a.

L'exploitant a également transmis un rapport à connaissance en 2023 concernant la diminution de ses capacités de stockage afin de ne plus être soumis à autorisation mais à déclaration avec contrôle. Ce rapport à connaissance est en cours d'instruction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Situation administrative | Code de l'environnement du 04/12/2025, article R. 512-54 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Sol des installations | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7. | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 8 | Matières interdites et incompatibles | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1. | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3. | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2. | Sans objet |
| 2 | Enregistrement de suivi en continu des engrais | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4. | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 4 | Accessibilité au site | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.1. | Sans objet |
| 5 | Réaction au feu | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4. | Sans objet |
| 7 | Évacuation des fumées | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9. | Sans objet |
| 9 | Chauffage | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.2. | Sans objet |
| 11 | Mise à la terre et protection contre les effets des décharges électriques | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.4. | Sans objet |
| 12 | Détection automatique | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6. | Sans objet |
| 13 | Stockage | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose désormais d'un logiciel de suivi des états des stocks facilitant le suivi administratif du site.

La situation administrative doit d'ailleurs être mise à jour en intégrant les rubriques non déclarées par l'exploitant et en prenant en compte les éléments apportés dans le porter à connaissance de 2023 concernant la diminution des stocks d'engrais. Les états des stocks confirment le respect des quantités d'engrais déclarées dans le porter à connaissance.

Des justificatifs sont attendus sur la nature des engrais en big-bag et un affichage devra être apposé afin d'identifier facilement et rapidement l'interrupteur électrique de coupure de l'électricité.

Le site, ayant été construit avant 1994, dispose également de l'antériorité de construction de ses infrastructures limitant la portée de certaines prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
| Prescription contrôlée : Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident. Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. La formation fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et |

renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant a dans un premier temps montré la liste des personnes travaillant sur le site.
En particulier un chef de centre et un opérateur réalisent la majorité des opérations sur le site.
Les formations du chef de centre ont été en particulier contrôlés mais les 2 employés ont réalisé en grande partie leurs formations en commun.
Le plan de formation formalisé n'a été recontrôlé en séance, celui-ci étant commun avec les autres sites de Château-Landon et dont le contrôle a été fait en septembre.
Le chef de centre a réalisé les formations suivantes :

- Prévention "risque incendie" a été réalisée le 09/01/2024 ;
- "Dépôt engrais solide" des 08/01/2024 et 09/01/2024 (avec un objectif de recyclage à 5 ans) ;
- "Formation prévention des risques" du 10/11/2023 ;
- "Permis de feu" du 09/01/2024.
- Exercice incendie réalisé au siège du 02/06/2025 ;

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement de suivi en continu des engrais

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux
Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :

- immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;
- sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;
- sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs.

L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.
Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.

Constats :

Les fiches descriptives et informatives des engrais se trouvent sur les portes des cellules.
L'état des stocks est reporté sur un logiciel indiquant le pourcentage de remplissage par rapports aux limites intégrées.
A noter que ce logiciel reporte l'ensemble des 3 sites de Château-Landon et que les limites concernant les engrais 4702 sont celles du porter à connaissance de l'exploitant datant de 2023 et non-encore acté. Ce porter à connaissance indique une diminution des stocks d'engrais

impliquant une diminution du classement du site du seuil de l'autorisation vers le seuil de la déclaration.

L'ensemble des valeurs des rubriques déclarées pour le magasin engrais ne dépassait pas les seuils. Le logiciel indiquait cependant un dépassement du seuil 40 tonnes pour la rubrique 4510. Le stock présent le jour de l'inspection était de 42 tonnes. Le seuil de déclaration avec contrôle de 20 tonnes étant dépassé, l'exploitant devra justifier lequel de ses 3 sites est concerné et mettre à jour sa situation administrative. Ce constat est repris dans le constat sur la situation administrative du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2025, article R. 512-54

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE

Préscription contrôlée :

I. - Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique. S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

III. - Les nouvelles déclarations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations initiales.

Constats :

La visite de terrain a permis de constater la présence de 3 cuves d'engrais liquide dont une de volume 100 m³ et 2 cuves de 60 m³.

L'exploitant a transmis en 2023 un porter à connaissance sur la diminution de son stock d'engrais solide mais n'a pas déclaré ces quantités d'engrais liquide par la même occasion. La rubrique 2175 relative aux engrais liquides sera donc ajoutée lors de la prochaine mise à jour de la situation administrative du site, le seuil de la déclaration étant atteint.

Le logiciel de suivi de l'état des stocks indiquait un dépassement du seuil prééglé de 40 tonnes pour la rubrique 4510. Le stock présent le jour de l'inspection était de 42 tonnes. Le seuil de déclaration avec contrôle de 20 tonnes étant dépassé, l'exploitant devra justifier lequel de ses 3 sites est concerné et mettre à jour sa situation administrative.

La présence d'un point de collecte de bidon de produits phytosanitaires nettoyés et déposés par les agriculteurs locaux a également été constaté. Le volume estimé est de 50 m³ plus quelques mètres cubes de sac à big-bag. La surface totale est donc inférieure au seuil de 100 m³. Le site n'est pas classé pour cette activité.

Suite n°20251203-1 : L'exploitant n'a pas déclaré les activités relevant de la rubrique 2175. La mise à jour administrative sera réalisée avec le porter à connaissance de déclassement du site du seuil de l'autorisation vers le seuil de la déclaration.

Suite n°20251203-2 : L'exploitant devra procéder à la régularisation de sa rubrique 4510 en précisant lequel des 3 sites de Château-Landon est concerné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

Constats :

L'installation dispose d'un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours. Le revêtement du sol n'est pas parfaitement bitumé mais le site reste accessible en tout point. Aucun véhicule ne gênait la circulation sur le site le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réaction au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Réaction au feu

Prescription contrôlée :

7.4. Réaction au feu :

a) Pour les installations nouvelles :

Les bâtiments comportant un stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs).

b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 :

Les magasins de stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs).

Cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 pour lesquelles le préfet a prescrit des mesures alternatives.

c) Cases de stockage d'engrais 4702-I : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 :

Le bois n'est pas utilisé pour les cloisons des cases ou pour fermer une case en façade.

d) Cases de stockage d'engrais 4702-II ou 4702-III : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 :

Les engrais 4702-II ou 4702-III ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.

Constats :

Le site dispose de 2 bâtiments de stockage. La construction des 2 bâtiments est antérieure à 1994.

Le premier a subi des travaux récemment, vers les années 2020, et est en matériaux incombustibles métallique et béton.

Le second dispose de portes bois et d'une charpente bois. Les cloisons bâchées n'offrent pas de contact avec le bois. L'exploitant explique également qu'en cas de quantité importante d'engrais, des murets béton sont installés pour maintenir l'engrais dans la case.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sol des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.

Thème(s) : Risques accidentels, Sol des installations

Prescription contrôlée :

7.7.1. Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).

7.7.2. Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.

(Arrêté du 11 mai 2015, article 20 8° et 9°)

Cette disposition est applicable selon le tableau suivant :

| | STOCKAGES EXISTANTS autorisés avant le 3 avril 1994 et stockages existants fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 | STOCKAGES EXISTANTS autorisés à compter du 3 avril 1994 | NOUVEAUX STOCKAGES |
|--|--|--|-------------------------------|
| | Stockages à l'air libre | Autres stockages (*) | Stockages à l'air libre |

| | | | |
|---------------------|-----|-----|-----|
| 4701-I | | | |
| 4702-II ou 4702-III | | oui | |
| 4701-IV | | | |
| 4703 | oui | oui | oui |

Lorsque le sol des stockages existants est refait, il présente un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination et il est interdit d'utiliser un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume.

Pour les stockages existants, à l'exception de ceux stockant des produits « 4703 » :

Un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume toléré pour les allées de circulation.

(*) " Autres stockages " correspond à tous les stockages d'engrais, à l'exception des stockages à l'air libre dont la définition est donnée à l'article 2.

Constats :

Les 2 bâtiments de stockage principaux disposent de sol en béton.

Il existe également un bâtiment de stockage couvert utilisé pour les engrais en big-bag. Ce bâtiment ne dispose pas d'un sol revêtu.

Le bâtiment étant antérieur à 1994, il est soumis à l'obligation sur le revêtement du sol uniquement si le stockage d'engrais relève de la rubrique 4702-II ou III et 4703.

L'exploitant devra donc justifier du classement de l'ensemble des engrais entreposés.

Suite n°20251203-3 : L'exploitant devra justifier du classement des rubriques ICPE des engrais entreposés en big-bags.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Evacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.

Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des fumées

Prescription contrôlée :

9.1. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC).

(Arrêté du 11 mai 2015, article 20 10° et Arrêté du 2 septembre 2016, article 2)

« Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif.

« Une maintenance adaptée est assurée pour chaque type de DENFC afin qu'ils soient constamment opérationnels. Le type de maintenance et la fréquence associée sont consignés par écrit, ainsi que les dates auxquelles ces opérations ont été réalisées et doivent l'être.

« La surface utile de l'ensemble des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à :

| EN CAS DE PRÉSENCE D'ENGRAIS 4702-i, ou de produits 4703 (*) susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu | EN CAS DE PRÉSENCE D'ENGRAIS 4702-ii ou 4702-iii, ou de produits 4703 (*) non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu | EN CAS DE PRÉSENCE D'ENGRAIS 4702-iv |
|---|--|--------------------------------------|
| 2 % | 1 % | 1 % |

(*) Lorsque la quantité totale de produits 4703 (susceptibles ou non de subir une décomposition auto-entretenu) est supérieure ou égale à 10 tonnes.

« En cas de présence de différentes catégories d'engrais stockées dans un même bâtiment, la surface utile maximale des exutoires correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenue.

« Ces dispositifs sont agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais.

« Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle réglementairement exigée pour les dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment. Les ouvrants (portes, fenêtres, par exemple) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.

« **Pour les DENFC de type actif :**

« Ils sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.

« Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

« En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.

« La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque bâtiment.

« Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des zones de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932 (version de décembre 2008).

« Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.

« En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

« **Pour les DENFC de type passif :**

« Ils sont conçus pour être intrinsèquement en position ouverte permanente.

« **Pour les installations existantes :**

« Les plaques thermofusibles, présentant des caractéristiques techniques adaptées aux stockages d'engrais (température de fusion inférieure à 170° C, plaques non gouttantes) et dûment justifiées, sont tolérées. Elles ne sont néanmoins pas prises en compte pour le calcul des surfaces utiles des DENFC.

9.2. Pour les stockages couverts, l'exploitant démontre que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage.

Si cette démonstration n'est pas apportée, les stockages couverts sont conformes aux dispositions de l'article 9.1 du présent arrêté.

Constats :

Les 2 bâtiments de stockage fermés disposent d'exutoires.

L'exploitant ne disposait pas d'engrais 4702-I suivant l'état des stocks du jour mais est susceptible d'en avoir. La surface de des exutoires doit donc atteindre les 2% de surface au sol.

Le bâtiment de stockage principal dispose d'une ventelle sur toute la largeur du bâtiment et d'une surface de 30 m² (50 m x 0,6 m). La surface de 2% est donc atteinte, la surface exacte du bâtiment au sol étant de 1045m² (51 m*20.5 m).

Le second magasin a une surface totale au sol de 425m² (25 m x 17 m). Il est équipé de 4 exutoires en toiture de 2.5 m² unitaire (2,5 m x 1 m), soit une surface de 10 m².

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Matières interdites et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Matières interdites et incompatibles

Prescription contrôlée :

Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles.

Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :

- les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;
- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;
- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;
- les bouteilles de gaz comprimé ;
- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.

Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.

Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.

Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium et le chlorure de sodium peuvent être stockés à l'intérieur des magasins de stockage. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de ces produits avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue.

Ces produits sont stockés séparés a minima par une case des engrais 1331-II ou par un espace minimal de 5 mètres et un mur (ou une paroi) dimensionné pour éviter toute mise en contact accidentelle de ces produits avec les engrais « 4702-II ou 4702-III ».

L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. Elle est systématiquement séparée physiquement des engrais « 4702-II ou 4702-III » et elle n'est pas stockée dans la même case. Toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de l'urée solide granulée avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou

de présence d'une phase fondue. Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases. Le stockage d'urée est également réalisé en retrait d'une distance minimale d'un mètre par rapport à l'avant des parois.

Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium, le chlorure de sodium et l'urée solide ne sont pas stockés dans une case mitoyenne des produits « 4703 » en quantité supérieure ou égale à 1 tonne.

En l'absence complète d'engrais et après nettoyage complet du magasin de stockage ou du stockage couvert, des produits organiques pourront y être stockés.

Dans ce cas, avant tout nouvel entreposage d'engrais, un nettoyage complet du magasin ou du stockage couvert est réalisé afin d'éliminer toute trace notamment de ces produits.

Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles (liquides ou solides accidentellement fondus) ne puisse atteindre les engrais manipulés ou stockés sur le site.

Dans le cas où, malgré ces précautions, des fractions d'engrais seraient accidentellement contaminées par des substances combustibles ou incompatibles, les fractions de produits ainsi contaminées ne sont pas remises ou laissées sur les tas d'engrais.

Elles sont aussitôt traitées conformément aux dispositions du titre V.

Constats :

Les magasins de stockage ne disposaient pas de matières combustibles entreposées. L'entreposage des big-bags dans le stockage couvert se fait sur leurs supports de transport (palettes en bois) mais cela fait partie des tolérances de la prescription.

Lors de la campagne estivale, l'exploitant a entreposé du blé dans le magasin engrais. Des résidus de cet entreposage étaient encore aisément visibles malgré nettoyage de la cellule, réalisé selon l'exploitant, avant entreposage d'engrais.

Suite n°20251203-4 : l'exploitant ne procède pas à un nettoyage complet de ses cellules avant entreposage de l'engrais. Il devra veiller au respect de cette prescription lors de la prochaine campagne de récolte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au magasin ou isolé par un mur REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et le magasin se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60, munis d'un ferme-porte, soit par une porte EI1 120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;

- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage du magasin de stockage ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

-les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/ TR 1749 (version de novembre 2015) ;

-la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur du bâtiment et pénètre la paroi extérieure ou la toiture du bâtiment au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur du bâtiment de stockage des engrais ;

-la tuyauterie située à l'intérieur du bâtiment n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;

-aucune case de stockage n'abrite d'aérotherme à gaz et n'est surmontée à l'aplomb de tuyauteries d'alimentation des aérothermes ;

-les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;

-les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;

-toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;

-une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz ou détection d'absence de flamme au niveau de l'aérotherme, entraîner la fermeture de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture du bâtiment ;

-toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120° C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;

-les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associées font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges en matériaux A2 s1 d0.

Les moyens de chauffage des bureaux, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux bureaux existants, sous réserve qu'ils soient distants d'au moins 10 mètres de tout stockage et de toute matière combustible ou qu'ils soient séparés des stockages par un mur REI 60.

Les stockages couverts ne disposent d'aucune installation de chauffage et ne sont pas chauffés. Le stockage des combustibles utilisés pour la chaufferie est localisé de telle sorte qu'il ne puisse

| |
|---|
| généraliser d'effets domino sur les engrais en cas d'incendie. |
| Constats : L'installation n'est pas concernée par cette prescription, il n'y a pas de chaufferie sur le site « engrais ». |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais et sont étanches à l'eau et aux poussières (IP55). Un interrupteur général clairement signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment, est installé à proximité d'au moins une issue. Il est situé préférentiellement à l'extérieur du bâtiment et en tout état de cause dans une zone accessible en cas de sinistre au niveau du stockage afin de permettre sa mise en œuvre quelles que soient les circonstances y compris par du personnel ne bénéficiant pas d'une habilitation électrique. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du magasin de stockage ou du stockage couvert par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. |
| Constats : L'électricité du site a récemment été refaite lors des travaux de mise en conformité du magasin de stockage. Les poteaux métalliques ont été reliés à la terre. L'éclairage du magasin de stockage est effectué par des lampes à LED accrochées en hauteur et ne sont pas en contact ou à proximité des engrais. Un interrupteur général est installé sur le côté du bâtiment, proche de la case n°1 mais n'est pas clairement signalé. Suite n°20251203-5 : L'exploitant devra signaler clairement l'emplacement de l'interrupteur électrique général. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Mise à la terre et protection contre les effets des décharges électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.4. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre et protection contre les effets des décharges électriques |
| Prescription contrôlée : Tous les appareils comportant des masses électriques, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) ainsi que les charpentes métalliques sont mis à la terre conformément aux référentiels en vigueur. Les installations sont protégées efficacement contre les risques liés aux effets des décharges électriques, conformément aux référentiels en vigueur. |
| Constats : Les poteaux métalliques ont été reliés à la terre comme indiqué dans le constat précédent. L'installation anti-foudre est récente et le compteur foudre indique un impact, qui est l'impact usine avant mise en service de l'équipement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Détection automatique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique |
| Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages |

| |
|--|
| couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur. |
| Constats : L'exploitant a installé un système de détection incendie. Ce système est relié à une alarme avec report sur les téléphones d'astreinte. Le dernier contrôle annuel de ces équipements a été réalisé les 15 et 16 juin 2025. Ce rapport n'appelle pas de remarque particulière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Stockage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage |
| Prescription contrôlée : Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure. Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple). Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques. Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée. Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment. Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre. |
| Constats : Sur chaque porte des cases, un affichage est en place avec le descriptif de la matière stockée. Sur les cases 3 et 4 contrôlées, les rubriques apparaissent clairement ainsi que les compositions et recommandations. Les cases sont clairement numérotées de l'extérieur. Aucun mélange d'engrais n'a été identifié lors de la visite, les cases mentionnant un type de produit clairement repéré. Des traits de hauteur limite de stockage ont été tracés afin d'empêcher un déversement accidentel vers les cases voisines. Aucun engrais vrac n'était stocké en stockage couvert ou air à l'air libre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |